

Nous assurons de l'emploi à nos journalistes à une époque où autrement ils resteraient inoccupés. Je considère que c'est une bonne politique à suivre, même s'il nous en coûte quelque chose. C'est mon opinion, — c'est l'opinion que nous avons là-bas, qu'une société ne peut prospérer et faire des progrès que lorsque les travailleurs sont bien employés. Et c'est pour cela que les classes ouvrières ont pris un grand intérêt dans l'élection dernière; et je suis fier de dire que sur la même plate-forme que moi se trouvaient deux ou trois des principaux ouvriers de la ville de Saint-Jean qui prenaient une part active dans mon élection, qui parlaient en ma faveur et qui s'efforçaient de me gagner les voix de leurs confrères ouvriers afin de m'élire comme le représentant de la ville de Saint-Jean. De sorte que l'"accident" qui a eu lieu à Saint-Jean peut très facilement s'expliquer. Il provient du fait que la majorité de la population était mécontente de la politique du gouvernement et préférait la politique esquissée par le chef de l'opposition, en tant qu'elle concerne la nationalisation des différents ports d'été et d'hiver du Canada. Eh bien, quant à ce que nous avons fait là-bas, j'ai déjà dit que nous avons dépensé environ \$1,000,000. Et nous avons fait quelques affaires. A bord du train en venant à Ottawa j'ai lu dans un journal le récit d'une entrevue avec M. Johnson, le renommé statisticien, que connaissent sans doute très bien les membres de cette Chambre. Entre autres choses dites par M. Johnson dans cette entrevue, s'en trouvait une ayant rapport au commerce d'exportation du Canada. Il a dit que jusqu'au 20 février dernier, la ville de Saint-Jean, avait exporté environ 57,000 boisseaux de grain de plus que l'exportation réunie des mêmes articles de Boston, New-York et Philadelphie. C'était, je crois, une importante déclaration. Elle peut signifier beaucoup ou bien elle peut signifier peu de choses. Je pense que nous pouvons tous l'accepter comme signifiant que nous sommes passablement occupés là-bas à Saint-Jean à faire l'exportation des produits du Canada. De fait nous sommes tellement occupés dans ce sens que nous avons déjà utilisé au plus haut degré toutes les installations que nous avions à notre disposition. Nous avons aujourd'hui une demande devant le gouvernement du Canada au sujet de certaines de nos opérations là-bas, et j'espère sincèrement que les membres qui le composent étudieront cette affaire avec le plus grand soin et en viendront à la conclusion qu'en véritables hommes d'Etat ils doivent aider, autant qu'elle le leur demande, la ville de Saint-Jean à fournir de nouvelles installations pour le grand commerce dont je viens de parler.

Entre autres choses auxquelles touche le discours de Son Excellence se trouve la prospérité du pays. Eh bien, monsieur le président, je suis heureux d'appartenir à un parti qui jusqu'à présent ne s'est jamais

laissé aller à décrier le pays pour en tirer un avantage politique. Au contraire nous sommes fiers de reconnaître l'état prospère du pays. Mais nous savons que nous avons traversé une période de grande prospérité dans ces quelques dernières années. Et nous savons que ces périodes de prospérité et de gêne se succèdent les unes les autres. Nous ne pouvons pas toujours les expliquer. Nous pouvons parfois les attribuer aux bonnes ou aux mauvaises récoltes et c'est une raison qui peut s'appliquer aussi bien qu'une autre. Nous savons que les années d'abondance et les années de disette se succèdent par cycles, et que cet état de choses n'est pas limité au Canada seulement, mais s'applique à tous les pays du monde. L'honorable député d'Ontario-nord (M. Grant) paraît vouloir laisser entendre que la prospérité qui règne est le résultat de la sage administration des honorables ministres qui siègent sur les bancs du trésor.

Je suis prêt à leur accorder tout le crédit qu'ils ont droit d'avoir, mais je crois que nous ne pouvons pas leur accorder le crédit d'avoir produit la prospérité dont nous jouissons. Je suis assez âgé pour me rappeler comment sous le gouvernement de feu Alexander Mackenzie il était devenu nécessaire d'établir des fourneaux économiques pour le grand nombre des sans-ouvrages, qui envahissaient les couloirs de ce parlement et les rues d'Ottawa. Je ne voulais pas alors attribuer entièrement le mauvais état des affaires à la mauvaise administration du gouvernement Mackenzie. Le Canada souffrait d'une période de crise qui affligeait en outre un grand nombre d'autres pays. Et je crois que c'est une bonne règle, et étant bonne elle doit s'appliquer dans les deux sens. Mais, M. le Président, si le gouvernement d'un pays peut en aucune manière exercer un contrôle sur la prospérité d'un pays, ce doit assurément être au moyen de sa politique économique. Et s'il en est ainsi, je demanderais aux honorables députés de la droite s'ils ne devraient pas en attribuer le crédit à la grande politique nationale inaugurée par feu sir John A. Macdonald en 1879, qui, à mon avis, est la base de la politique économique du présent gouvernement.

Nous avons aussi beaucoup entendu parler de nos magnifiques revenus et de notre trésor qui regorge. Nous sommes tous très heureux d'apprendre cela. Mais il faut nous rappeler que bien que nous ayons eu des excédents de recettes depuis quelques années nous avons aussi augmenté la dette nette du pays. Nous devons aussi nous rappeler qu'alors qu'en 1896 les dépenses par tête étaient de \$7.56, elles se chiffraient en 1902 par \$9.30 par tête. Et durant le temps écoulé entre ces deux époques, si mes chiffres sont exacts, nous avons augmenté notre dette de \$14,000,000.

Quant au bill de la milice qui nous est promis, je suis heureux de pouvoir dire que j'ai été assez longtemps dans la milice pour lui.